



FIGARO SANTÉ

Comment augmenter la durée du sommeil des adolescents

NOTRE CAHIER SPÉCIAL



CORÉE DU NORD
Pyongyang snobe l'Administration Trump **PAGE 8**

RELIGION
L'Église envisage l'accès à la prêtrise d'hommes mariés **PAGE 10**

PHILANTHROPIE
Le coup de rabot fiscal sur le mécénat d'entreprise inquiète le monde caritatif **PAGE 29**

CHAMPS LIBRES

- La Russie mise-t-elle sur la « diplomatie d'influence » ?
- La chronique de Nicolas Baverez

PAGES 21 ET 23

DESSIN : F. CLAIREFOND - C. CHARISIUS / DPALÉMAGE - P. DUREUIL / ALTOPRESS / MAXPPP



9 770182 585312

Forte mobilisation des opposants à la PMA pour toutes à Paris



LUCAS BARIOLLET/AFP

Ils étaient 600 000 selon les organisateurs, 74 500 selon le cabinet Occurrence, 42 000 selon la Préfecture de police à protester dimanche contre la mesure phare de la loi de bioéthique. Par-delà l'inévitable polémique sur les chiffres, l'ampleur de cette mobilisation a galvanisé les opposants à la loi, qui annoncent de nouvelles dates. **PAGE 10**

Attaque de Paris les défaillances de la lutte antiterroriste

Le profil de l'auteur de l'attentat, un homme radicalisé depuis plusieurs années, souligne l'écoulement des services à contrôler leurs équipes.

Moins spectaculaire que les attentats de *Charlie Hebdo* ou du Bataclan, l'attaque au couteau de jeudi dernier n'en sera sans doute pas moins marquante. Elle souligne de manière vertigineuse combien les erreurs et les failles se sont accumulées, empêchant de neutraliser un agent qui travaillait au cœur de la préfecture de police de Paris et dont on connaissait la radi-

calisation. Elle montre également combien les services publics sont gagnés par le cancer de l'islamisme. Alors que l'opposition appelle à la démission de Castaner, que les policiers s'interrogent sur les données que cet informaticien pourrait avoir livrées, des voix se font entendre, comme celle de Gilles Kepel, pour que l'État effectue « son examen de conscience ».

→ LE GOUVERNEMENT RECONNAÎT DES DÉFAILLANCES
→ CASTANER DÉMISSE-T-IL ?
→ L'AUTORITÉ ÉCRASE-T-ELLE LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ?
→ LES POLICIERS S'INTERROGENT-ILS ?
→ UN ENTRETIEN AVEC GILLES KEPEL
PAGES 2 À 5 ET 10



Le chamboule-tout des promotions dans les grandes surfaces

Depuis l'entrée en vigueur de la loi alimentation, en janvier, les promotions en grandes surfaces sont encadrées. Ce qui a conduit les distributeurs à revoir leur politique commerciale. Ils ont aussi élargi

les ristournes à d'autres produits alimentaires, celles sur les rayons de parfumerie. Les grandes surfaces ont aussi révisé leurs cartes. **PAGES 26 ET 27**

ÉDITORIAL par **Alexis Brézet** directeur des rédactions @abrezet

Pour en finir avec le dénislamisme

Mais comment est-ce possible ? Comment un terroriste islamiste a-t-il pu se lover ainsi dans l'appareil d'État, au cœur même de la structure policière précisément censée lutter contre les menées islamistes, pour perpétrer - en pleine Préfecture de police - le massacre que l'on sait ? Mais comment avons-nous pu ignorer, ou négliger, ces signes de radicalisation sans équivoque dont on découvre a posteriori qu'ils jalonnent le parcours de ce converti à l'islam - qui s'était notamment désigné à l'attention de ses collègues en applaudissant, en 2015, à la tuerie de *Charlie Hebdo* ? Mais comment le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a-t-il pu soutenir publiquement que cet individu, en relation avec un imam salafiste, et qui ne souhaitait plus avoir de contact avec les femmes, n'avait « jamais présenté de signe d'alerte ni de difficulté comportementale » ? Lui a-t-

on menti ? Nous a-t-il menti ? Le pouvoir politique a-t-il fait pression sur l'administration ou la justice, ce qui serait gravissime, afin de conserver à cet attentat terroriste les apparences d'un tragique fait divers ? Depuis le resurgissement, jeudi, de la barbarie au cœur de nos vies, les mêmes questions tournent en boucle, qui donnent à ce drame national des allures d'affaire d'État. Ces questions sont absolument légitimes. Le gouvernement, inquiet à juste titre des conséquences politiques de toute cette affaire, aurait grand tort de n'y apporter que des réponses lacunaires ou dilatoires. Seule la transparence totale permettra - peut-être - d'apaiser les inquiétudes

que cet invraisemblable et tragique ratage a suscitées dans l'opinion. Mais, disons-le tout net : si l'on devait se contenter de traquer les défaillances du système sécuritaire, les dysfonctionnements dans la chaîne judiciaire ou les dissimulations dans les propos de Christophe Castaner, on passerait à n'en pas douter à côté de l'essentiel, qui tient en peu de mots : si nous n'avons rien vu venir de ce qui se tramait à la préfecture de police de Paris, c'est que nous n'avons rien voulu voir ! Et si nous n'avons rien voulu voir, c'est que nous sommes, en France, collectivement victimes d'un mal étrange, particulièrement virulent dans les administrations, les cabinets ministériels et les salles de rédaction, une maladie de l'esprit, proche de la cécité volontaire, une maladie qu'il faudra bien, si l'on veut la combattre, se résoudre à appeler par son nom : le dénislamisme.

SUITE PAGE 23

VOTRE VOCATION, C'EST D'ACCOMPAGNER LES AUTRES. LA NÔTRE, C'EST DE VOUS PROPOSER LES MEILLEURES SOLUTIONS.



ÊTRE MUTUALISTE, C'EST CHAQUE JOUR POUR PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES À CHAQUE AGENT DU SECTEUR.

Banque Française Mutualiste - Société anonyme coopérative de banque
118 763 309,50 EUR. RCS Paris 326 127 784. Intermédiaire en assurances,
ORIAS n°08 041 372 (www.orias.fr). Siège social : 56-60 rue de la Glacière - 75006 Paris
Société Générale - S.A. au capital de 1 066 714 367,50 EUR. RCS Paris 552 120 21 29, boulevard Haussmann - 75009 Paris. Intermédiaire en assurances, immat.
n°07 022 493 (www.orias.fr).
Crédit photo : Yann le Pape.

BANQUE FRANÇAISE MUTUALISTE
LA BANQUE DE CHAQUE AGENT DU SECTEUR PUBLIC

RETROUVEZ-NOUS SUR **BFM.FR** ET CHEZ NOTRE PARTENAIRE

M 00108 - 1007 - F - 2,80 €

Pour en finir avec le dénislamisme

Suite de la page une

Le dénislamisme, c'est cet étrange tour d'esprit qui toujours fait reconnaître un « déséquilibré » derrière chaque attentat perpétré sur le sol national. Du bourreau de Sarah Halimi, à Belleville en 2017, au réfugié afghan qui a tué un jeune homme et blessé huit personnes à Villeurbanne cet été, c'est peu ou prou le même scénario : l'homme qui a porté « des coups de couteau à la gorge de sa victime » (le dénislamisme répugne à employer le mot « égorgé ») est dans un premier temps décrit comme un « déséquilibré », un « psychotique » qui a été le jouet d'une « bouffée délirante », puis, comme tout finit par se savoir, il apparaît que le « déséquilibré » est aussi un islamiste radical, mais c'est pour ainsi dire un détail, en tout cas un élément parmi d'autres dont il ne faut pas exagérer l'importance...

Cette fois, parce que les antécédents islamistes du tueur de la Préfecture de police étaient vraiment trop lourds, cette « psychiatrisation » du terroriste n'aura tenu que 24 heures. Il est probable qu'on se serait fort bien accommodé qu'elle durât davantage...

Et le tout, avec la meilleure conscience du monde ! Car si le catéchisme dénislamiste est écrit par une avant-garde militante islamo-gauchiste, en guerre ouverte contre notre système et notre civilisation, il est pour l'essentiel prêché par un bas clergé politique et médiatique, soucieux surtout de cultiver sa supériorité « morale »

sur le bon peuple. Quand on lui parle d'islam politique et de communautarisme islamique, il répète en boucle les mêmes mantras : « Il ne faut pas inquiéter inutilement les Français », « Il ne faut pas jeter de l'huile sur le feu », « Il ne faut pas soulever un problème contre lequel on ne peut rien et qui, avec le temps, finira bien par se résoudre » (un problème dont, à vrai dire, nos bons apôtres souffrent assez peu)... Bref, dormez en paix, braves gens ! Et c'est ainsi, de pieux mensonges en demi-vérités, que la parole publique, sur ce sujet-là comme sur beaucoup d'autres - l'accident de Rouen, la réforme des retraites -, a perdu le moindre semblant de crédit aux yeux de la majorité des Français...

Contre les lanceurs d'alerte, la patrouille dénislamiste exerce une vigilance sans relâche : « amalgame », « stigmatisation », « islamophobie »...

Cette chape de coton, des intellectuels, des journalistes lanceurs d'alerte essaient bien sûr régulièrement de la lever : Michel Houellebecq, en un roman tristement prophétique ; Boualem Sansal, qui sait de quoi il parle : il a vécu sous la menace du GIA ; les anciens de Charlie Riss, qui dénonce les « collabos » de l'islam politique, et Zineb El Rhazoui ; Alain Finkielkraut, bien sûr,

qui depuis vingt ans dénonce les effets délétères d'un antiracisme devenu fou ; Kamel Daoud, qui, avec nombre d'écrivains du monde musulman, pointe courageusement les germes de violence contenus dans l'islam... mais contre tous ceux-là, et quelques autres encore, la patrouille dénislamiste exerce une vigilance sans relâche. Un mot de trop, et les voilà convaincus d'« amalgame », coupables de « stigmatisation », pire encore, accusés d'« islamophobie », car, nouveauté au pays de Voltaire, les tribunaux ont désormais mission de défendre un culte contre le libre exercice de l'esprit critique (pour les autres religions, on est plus coulant)...

Mais il y a plus ! Si le procès en islamophobie ne suffit pas à faire taire l'esprit rebelle, on lui envoie la bombe atomique : la *reductio ad hitlerum*, qui procède d'un syllogisme bien connu : « Les musulmans sont les juifs d'aujourd'hui ; or ceux qui dénoncent l'islamisme s'en prennent aux musulmans ; donc ceux-là sont des nazis ! » Et c'est ainsi que notre confrère *Le Monde* a accusé Eric Zemmour - *Le Monde* ! - non pas de tenir à la tribune des propos outranciers, provocateurs, voire ineptes ou honteux - ce qu'après tout chacun a le droit de penser ou d'écrire -, mais de se rendre complice d'un futur crime contre l'humanité au nom de l'enchaînement : « Stigmatisation, exclusion, expulsion, extermination » (sic) ! Ainsi va la logique délirante du dénislamisme : pour ses scribes,

Zemmour, c'est Hitler, mais, dans la vraie vie, ce sont sous les coups des islamistes que tombent les Français, et tout particulièrement - n'en déplaise à Jacques Attali, qui considère que l'antisémitisme « n'est pas un problème au niveau national » - les Français juifs...

Au moment où la mobilisation devrait être maximale, le dénislamisme paralyse la lutte contre les infiltrations radicales dans nos démocraties

Mais combien de temps cet aveuglement idéologique va-t-il durer ? Le dénislamisme est un piège pour ceux qu'il est censé protéger : à force de prétendre contre toute évidence que les attentats ne sont en rien le produit d'une pratique extrême de l'islam, il installe l'idée - évidemment fautive, et dangereuse - que derrière tout musulman se cache un terroriste en puissance. Le dénislamisme met en danger les Français. Il brouille la perception de la menace et désarme les esprits. Au moment où la mobilisation devrait être maximale, il paralyse la lutte contre les infiltrations islamistes dans nos démocraties. Le dénislamisme tue. Nous ne gagnerons pas la guerre que nous a déclarée l'islam radical en continuant de marcher les yeux grands fermés. ■

CHRONIQUE
Nicolas Baverez
@NicolasBaverez

Le krach qui vient

Les orages n'éclatent pas seulement dans les ciels bleus mais aussi dans les horizons chargés. Les krachs ont en commun de naître de l'augmentation incontrôlée et de la gratuité des moyens de paiement qui favorisent le gonflement de bulles spéculatives. Ils éclatent quand les profits gonflés par l'euphorie diminuent et ne permettent plus de rembourser les dettes accumulées. L'économie mondiale se trouve précisément à ce point de bascule. La croissance mondiale ralentit très fortement, revenue à 2,9 %, soit son plus faible niveau depuis dix ans. La progression du commerce international a chuté de 4,6 % à 1,2 % en deux ans sous l'effet de la généralisation des mesures protectionnistes. L'industrie, qui avait été au cœur de la mondialisation et des « quarante glorieuses » chinoises, se trouve frappée de plein fouet par la guerre commerciale et technologique, expliquant la chute de l'activité en Chine, en Allemagne, qui s'apprête à entrer en récession, ou en Corée du Sud.

Au total, les dettes publiques et privées culminent à 250 000 milliards de dollars, soit 320 % du PIB mondial, entraînant une floraison de bulles spéculatives de l'immobilier au private equity en passant par le marché de l'art. Sous l'apparence de liquidités illimitées et de records boursiers pointent deux réalités. D'un côté, les introductions en Bourse sont à l'arrêt et les opérations de fusion-acquisition en recul de plus de 12 % depuis le début de l'année. De l'autre, le secteur financier, pris en tenaille entre les taux négatifs et les fintechs, prend des risques déraisonnables en termes de prêts à des entreprises et des ménages de plus en plus fragiles pour entretenir l'activité et en termes de placements

dans des actifs de plus en plus illiquides et risqués pour générer de la rentabilité. Ceci est tout particulièrement vrai en Europe où une partie du secteur bancaire n'a pas été restructurée, notamment en Allemagne, et où les activités les plus rentables sont monopolisées par les institutions américaines.

La bulle sur les actifs technologiques montre des signes d'éclatement. En 2018, plus de 134 milliards de dollars ont été investis dans les start-up aux États-Unis, dont une partie ne capitalise que des promesses de pertes. L'annulation de l'introduction en Bourse de WeWork venant après les échecs d'Uber, de Lyft, Slack ou Peloton, marque le retour des investisseurs à la raison. Mais ce changement pourrait être fatal à des entreprises comme SoftBank, dont le fonds Vision Fund a investi 97 milliards de dollars, levés au Moyen-Orient et en Asie, dans des entreprises technologiques dont bon nombre ne présentent aucun espoir de rentabilité.

La crise de crédit est désormais ouverte pour les États et les entreprises les plus vulnérables. En témoignent l'Argentine, au bord d'un neuvième défaut en dépit d'une aide sans précédent de 57 milliards du FMI en 2018, la situation critique de la Turquie et de l'Afrique du Sud. Simultanément se multiplient les faillites d'entreprises zombies fondées sur des emplacements de crédits et de dettes, à l'image de Thomas Cook ou des compagnies aériennes Aigle Azur et XL Airways.

Ces alertes ont pour toile de fond trois évolutions. Au plan conjoncturel, l'épuisement du cycle d'expansion qui a débuté en 2009 aux États-Unis et les désordres croissants provoqués par une politique monétaire ultra-expansionniste : le jugement de Maurice

Allais est pleinement confirmé qui soulignait, lors de la crise asiatique de 1997, que « le mécanisme actuel de la création de monnaie par le crédit est certainement le cancer qui ronge les économies de marché ». Au plan structurel, les bouleversements provoqués par la révolution numérique et l'indispensable transition écologique. Au plan géopolitique, la remontée en flèche des risques, sous l'effet de la nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine, de l'ascension des violences à Hongkong, de la montée des tensions dans le Golfe et du chaos créé par le Brexit, qui confortent la volatilité des marchés.

Les autorités politiques, qui se sont entièrement reposées sur les banques centrales pour piloter la sortie du krach de 2008, doivent désormais ouvrir les yeux sur les risques d'un nouveau choc financier. Sa violence sera en effet démultipliée par l'augmentation du stock des dettes et sa gestion rendue beaucoup plus difficile par la démondialisation impulsée par Donald Trump.

Les priorités sont claires. Se préparer à activer tous les leviers de la politique économique, y compris l'arme budgétaire pour les pays qui, comme l'Allemagne et l'Europe du Nord, en ont les moyens. Mettre fin à la zizanie mortifère au sein de la BCE et renforcer la zone euro par la réalisation de l'union bancaire et des marchés de capitaux. Réintégrer la finance de l'ombre et les fintechs dans la supervision des risques systémiques. Améliorer le filet de sécurité européen et mondial pour abonder la liquidité internationale en cas de choc. Et, enfin, préserver le système multilatéral et la possibilité de stratégies concertées pour éviter un effondrement des échanges et des paiements mondiaux.

FIGAROVox

... BIOÉTHIQUE

« Le débat sur le projet de loi devient un fourre-tout terrifiant : GPA, PMA post-mortem, transparence, tentatives pour supprimer « père » et « mère » du code de la santé publique et la mention du sexe dans l'état civil », par Annie Genevard, députée LR

... CHIRAC : CAUSES D'UNE NOSTALGIE

« Ce qui fascine la plupart des Français chez Chirac représente le contraire de ce qui fait notre société d'aujourd'hui, aseptisée, puritaine, judiciarisée, coincée » : grand entretien avec Henri Guaino